

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél : 874 39 38.

Informations du Guatemala

1^{ère} année, n. 28

Paris, le 26 juillet 1983

Chers amis,

Ceci constitue notre premier envoi depuis notre siège de Paris. Nous nous proposons, au moyen du matériel que vous recevrez désormais régulièrement, d'informer les personnes et les organisations qui s'intéressent à l'actualité guatémaltèque.

ENFOPRENSA élabore ses bulletins à partir de données fournies par ses correspondants des pays d'Amérique Centrale, plus particulièrement du Guatemala. Notre agence se veut un moyen d'expression pour de larges secteurs de l'opposition guatémaltèque. Nous nous tenons à votre disposition pour vous fournir toute information complémentaire.

Nous désirons que notre activité de divulgation de la réalité de notre pays, tout comme la vôtre, permette une meilleure compréhension des conflits sociaux qui s'y produisent.

Nous vous remercions dès à présent de nous appuyer dans notre tâche.

Très amicalement,

ENFOPRENSA

Permanences : du Lundi au Vendredi, de 9 à 13 heures

4 P 12.315

SIEGE CENTRAL DE L'AGENCE : APARTADO POSTAL 19.648 MEXICO D.F. Tél : 592 49 41.

POLITIQUE

Nous traversons une période de réorganisation
La Constituante en 1984
22 groupes demandent leur inscription comme partis politiques
La Démocratie Chrétienne passe un pacte avec le MLN
Rios Montt et les partis : dialogue et satisfaction
Une délégation du Parlement Européen visite le pays

ECONOMIE

A la veille de la réforme fiscale
Etranglement économique de l'université

CONTRE-INSURRECTION

L'armée veut corriger son image

INSURRECTION

Combats à Chimaltenango
FAR et ORPA : forces conjointes

REFUGIES

L'exode au Mexique continue

DROITS DE L'HOMME

Les assassinats, première cause de la mortalité de la jeunesse
Enlèvement d'une assistante sociale
A nouveau, perquisitions et contrôles dans la capitale

POLITIQUE

NOUS TRAVERSONS UNE ETAPE DE REORGANISATION

Le Général Efraïn Rios Montt a déclaré, le dimanche 10 juillet : "Le Guatemala traverse une crise économique, une crise sociale, une crise politique, une période de réorganisation", déclaration interprétée par des observateurs comme une explication au fait que plusieurs militaires occupant des postes dans l'administration publique ont été obligés de démissionner et qu'Efraïn Rios Montt a renoncé à une partie de ses pouvoirs en faveur des autorités militaires.

Après avoir assuré que son gouvernement était transitoire, le Chef de l'Etat a fait appel au bon sens et a demandé la confiance et l'appui de la population. "Je sais que c'est difficile, a-t-il dit, mais nous devons commencer à avoir confiance en quelque chose".

LA CONSTITUANTE EN 1984

Nous sommes à huit mois de la convocation et à un an et un mois de l'entrée en fonction de l'Assemblée Nationale Constituante" a déclaré, le 12 juillet Jorge Serrano Elias, président du Conseil d'Etat après une conversation avec le Général Efraïn Rios Montt.

22 GROUPES SOLLICITENT LEUR INSCRIPTION COMME PARTIS POLITIQUES

Le Ministère d'Etat a envoyé récemment au Tribunal Suprême Electoral 22 demandes d'inscription de comités pour la formation de partis politiques. La majorité de ces comités est constituée de personnes venues des partis politiques traditionnels.

LA DEMOCRATIE CHRETIENNE PASSE UN PACTE AVEC LE MLN

Le Mouvement de Libération Nationale (MLN), parti d'extrême droite, et la Démocratie Chrétienne guatémaltèque (DCG), ont souscrit "un pacte politique pour défendre le système démocratique au Guatemala" a-t-on appris le 14 juillet dans la capitale.

Des porte-parole des deux partis ont confirmé avoir envoyé une copie du pacte au Général Rios Montt. La Démocratie Chrétienne et le MLN - rivaux acharnés des batailles électorales antérieures - ont concordé sur 8 points qui soulignent la nécessité de constituer au Guatemala un état démocratique et leur engagement à défendre "l'alternance au pouvoir".

RIOS MONTT ET LES PARTIS : DIALOGUE ET SATISFACTION

Le 15 juillet, le Général Rios Montt a eu une entrevue dans le palais présidentiel avec des membres des 22 groupes qui participent à "l'ouverture démocratique".

D'après Gonzalo Asturias, secrétaire des Relations Publiques de la Présidence, la réunion s'est réalisée "dans un climat de dignité et de cordialité, car ils cherchent la démocratisation, l'ouverture politique et à fixer le calendrier des prochaines élections."

Selon des représentants politiques, cette réunion a occasionné un virage complet de la politique de Rios Montt envers les partis politiques et de ceux-ci vis-à-vis du Chef de l'Etat. Rios Montt a averti les hommes politiques : "Il faut comprendre qu'un coup d'état n'aurait aucun effet, il pourrait avoir des conséquences graves pour le Guatemala et ceux qui veulent le bien du pays ne peuvent l'appuyer".

Les hommes politiques ont manifesté leur soutien au Chef de l'Etat et ont déclaré à la presse, d'un commun accord, que la réunion avait été sérieuse et que le résultat était positif.

Hector Quinones, du MLN, qui, quelques semaines auparavant avait durement critiqué le régime et même menacé d'ourdir un coup d'état, a affirmé que son parti cherchait un "accord national" et que ces conversations sont positives "parce qu'elles ont rompu la glace", ce qui montre clairement le nouvel accord et les nouvelles relations entre son parti et le gouvernement militaire.

UNE DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN VISITE LE PAYS

Une délégation du Parlement Européen s'est entretenue durant la deuxième semaine de juillet, au Mexique, avec les secteurs démocratiques, populaires et humanitaires (activités que coordonne la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala, la CDHG) et a visité les camps de réfugiés dans le Sud du Mexique. La délégation était composée de Mario Pedini, démocrate-chrétien, président de la délégation parlementaire pour l'Amérique Latine, d'Ernest Glinne, belge, président du groupe socialiste du Parlement Européen et de Frédéric Tuckman, conservateur britannique.

Le 16 juillet, la délégation est partie pour le Guatemala en vertu de la résolution du Parlement Européen du 16 décembre 1982 qui autorise la mission à s'informer sur la situation des pays d'Amérique Centrale.

ECONOMIE

A LA VEILLE DE LA REFORME FISCALE

La réforme fiscale entrera en vigueur le 1er août prochain malgré l'opposition des secteurs populaires, économiques et politiques, et alors que règne l'état d'urgence qui interdit toute critique aux mesures gouvernementales.

Les secteurs économiques, à l'exception des agro-exportateurs ont refusé la réforme fiscale parce que, assurent-ils, elle sera la cause d'une spirale inflationniste et diminuera le pouvoir d'achat.

Le Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières (CACIF), a fait savoir, sans le consentement des secteurs agro-exportateurs qu'il effectuait une étude "pour voir s'il refuse ou non la réforme".

Edgar Ponce, représentant des Collèges Professionnels devant le Conseil d'Etat a soutenu que la réforme est injuste.

Les secteurs populaires refusent les nouveaux impôts qui pèsent essentiellement sur les consommateurs et soulagent les plus puissants économiquement, c'est-à-dire les agro-exportateurs.

Les petits commerçants de la capitale ont menacé de fermer leur boutiques si la réforme est imposée et la population en général se plaint de l'augmentation du coût de la vie.

La décision d'imposer la réforme fiscale composée de 7 lois créant de nouveaux

impôts et en modifiant d'autres, est due comme l'a reconnu le gouvernement, au manque de ressources et aux pressions du Fond Monétaire International pour concéder des crédits.

Pour justifier ces nouvelles mesures fiscales, Gonzalo Asturias, secrétaire des Relations Publiques de la Présidence a déclaré que "la paix sociale a un coût" et que les charges réactiveront l'économie d'agro-exportation.

La spéculation et l'accaparement des marchandises règnent dans les villes du pays en raison des nouveaux impôts qui seront établis prochainement. Les petits commerçants, réunis dans le comité d'action économique contre la taxe à la valeur ajoutée, ont affirmé le 13 juillet : "On ne pourra établir la TVA si nous n'augmentons pas les bénéfices, nous ne faisons que répondre à la crise de la même façon que le gouvernement.

ETRANGLEMENT ECONOMIQUE DE L'UNIVERSITE

Durant la seconde semaine de juillet, les autorités universitaires ont fait savoir que, devant les refus du gouvernement d'accroître le budget de l'Université Nationale de San Carlos (USAC), celle-ci devra restreindre de 50 % ses activités universitaires, académiques et de service social. Les responsables universitaires ont qualifié cette politique comme étant un "étranglement économique".

Le budget universitaire annuel de 2,5 millions de quetzals (dollars) n'a pas été augmenté depuis plusieurs années alors que les autorités de l'USAC assurent qu'elles ont besoin de 6 millions pour le fonctionnement de l'université.

CONTRE - INSURRECTION

L'ARMEE VEUT CORRIGER SON IMAGE

Les étudiants du second cycle de la ville de Quetzaltenango, la deuxième du pays, ont été indignés par la présentation d'un film documentaire de 40 minutes sur les activités civiques de l'armée que le Ministère de la Défense a ordonné de projeter obligatoirement dans les établissements éducatifs de cette ville située à 200 kilomètres à l'Ouest de la capitale guatémaltèque.

Selon des sources militaires, la présentation de ce film fait partie d'un plan de propagande destiné à "montrer aux étudiants la réalité de l'armée." Suivant les résultats obtenus à Quetzaltenango, il sera présenté dans tous les instituts publics et privés du pays.

INSURRECTION

COMBATS A CHIMALTENANGO

L'armée et la guérilla se sont affrontées dans l'Altiplano Central les 9 et 10 juillet, a informé le 11 juillet un officier militaire. Il a précisé que les combats ont eu lieu dans la zone de San José Poaquil et de Patoques, dans le département de Chimaltenango, à environ 90 kilomètres à l'Ouest de la capitale. quand des unités des Forces Armées Rebelles (FAR) ont attaqué des troupes de l'armée. Un autre officier de l'armée a reconnu que les forces armées gouvernementales ont souffert de "pertes considérables".

Le 13 juillet, le bureau des relations publiques de l'armée a fait savoir qu'une offensive militaire avait eu lieu dans la région où plus de mille soldats, appuyés par des tanks, l'artillerie lourde et l'aviation avaient encerclé une zone de 52 kilomètres près de Patoques.

Des officiers qui participent à l'opération s'accordent à signaler que la guérilla est forte. "Il est urgent de l'anéantir, selon les ordres des autorités supérieures de l'armée" a dit l'un d'entre eux ; jusqu'à présent les résultats de l'opération militaire ne sont pas connus.

D'après des dénonciations de plusieurs organismes humanitaires, le département de Chimaltenango a été le théâtre, depuis plus de deux ans, de nombreux massacres et de l'application de la tactique de la "terre brûlée", par les forces armées qui, très souvent ont assuré que les groupes rebelles avaient été anéantis dans la région.

Un autre militaire a soutenu que, cette année, l'armée a livré 8 combats contre cette colonne des FAR composée de 100 hommes. Dans cette zone, le front Tecun Uman des FAR opère depuis plus d'un an.

Ces derniers mois, des unités de l'URNG ont combattu ensemble contre l'armée dans le département de Chimaltenango, ce qui constitue une nouveauté dans le mouvement de guérilla guatémaltèque qui n'avait jamais uni ses forces pour effectuer des opérations militaires.

FAR ET ORPA, FORCES CONJOINTES

Les forces combinées de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) qui opèrent dans le département de Chimaltenango sont formées de compagnies de 80 à 125 insurgés des Forces Armées Rebelles (FAR) et de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), a affirmé le Commandant Pancho de l'ORPA d'après une dépêche de l'Agence Nueva Nicaragua (ANN) du 14 juillet.

REFUGIES

L'EXODE AU MEXIQUE CONTINUE

Mille cinq cents réfugiés guatémaltèques sont entrés au Mexique pendant les quarante derniers jours et douze mille dans les six derniers mois, ont informé des porte-parole du Comité d'Aide aux Réfugiés du Guatemala (CARGUA), dans la ville de San Cristobal de las Casas, Mexique.

D'après le CARGUA, les guatémaltèques, en majorité des femmes, des enfants et des vieillards ont traversé la frontière fuyant la violence que les autorités continuent d'exercer dans la zone Nord-Ouest du Guatemala, limitrophe avec le Mexique. Les réfugiés se sont installés dans les camps de Chajul et Marques de Comillas, dans la forêt lacandonienne, très près de la frontière entre les deux pays.

D'autre part, Carlile Guerra de Macedo, directrice de l'Organisation Panaméricaine de la Santé a déclaré à Tapachula, Chiapas, Mexique, que les réfugiés guatémaltèques ont de graves problèmes de santé en raison des conditions dans lesquelles ils se sont vus obligés d'abandonner leur pays. Elle a fait l'éloge de l'attitude humanitaire du gouvernement mexicain, l'exhortant à continuer à prêter son appui et son aide aux réfugiés qui, selon le Haut Commissariat pour les Réfugiés (ACNUR), sont au nombre de quarante mille, installés dans des camps tout le long de la frontière mexico-guatémaltèque.

DROITS DE L'HOMME

LES ASSASSINATS, PREMIERE CAUSE DE LA MORTALITE DE LA JEUNESSE

Les assassinats sont la première cause de mortalité chez les jeunes entre 15 et 24 ans au Guatemala révèle le rapport présenté par la déléguée guatémaltèque, Evangelina Paz à la Conférence Scientifique Internationale qui a eu lieu à Cuba la deuxième semaine de juillet.

D'après le rapport, 82 % des enfants de moins de cinq ans sont victimes de la sous-alimentation. Le document insiste également sur les graves conditions de misère et de discrimination dans lesquelles vit la population indigène, plus de 70 % de la population totale.

ENLEVEMENT D'UNE ASSISTANTE SOCIALE

Le Comité National d'Unité Syndicale (CNUS) a dénoncé le 13 juillet dernier l'enlèvement de l'assistante sociale Angela Ayala par des forces de sécurité du gouvernement opérant en civil.

A NOUVEAU, PERQUISITIONS ET CONTROLES DANS LA CAPITALE

Des forces combinées de l'armée et des commandos spécialisés de la police nationale ont recommencé, le 13 juillet de vastes opérations de fouilles et de contrôle dans plusieurs faubourgs marginaux de la capitale comme "El Milagro" "La Florida" et "Primero de Julio".

Les forces de sécurité, accompagnées de chiens dressés, perquisitionnent les domiciles à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Plusieurs centaines de personnes qui n'avaient pas de papiers d'identité ont été arrêtées.